



**1^{er} mai 2021 à Arles à l'appel de la
CGT, de La FSU, de SUD éducation, du
collectif Certifiés Essentiels : Ensemble
pour les droits sociaux et les libertés**

Chères et Chers Camarades,

Depuis plus d'une année, la pandémie liée à la Covid bouleverse la vie, le travail, les libertés individuelles et collectives des populations sur tous les continents. En France, le 1er mai va, une nouvelle fois, se dérouler dans un contexte de crise sanitaire. Chaque année depuis 1886 le 1er mai, est la journée internationale des travailleuses et des travailleurs. C'est un temps fort de mobilisation et de manifestation dans le monde entier. C'est une journée de lutte et d'expression revendicative exceptionnelle, une journée de rassemblement pour les droits des travailleuses et des travailleurs, le progrès social, la liberté, l'égalité, la justice, la fraternité, la paix, la démocratie et la solidarité internationale.

Le 1er mai c'est aussi l'occasion d'exprimer notre solidarité avec toutes celles et ceux, qui dans le monde, luttent pour plus de liberté, de démocratie, de progrès social et celles et ceux qui luttent contre la guerre n'en déplaie aux défenseurs du capitalisme ultralibéral et aux vendeurs d'armes.

La situation tragique que nous vivons est moins la conséquence de la pandémie en elle-même que des décisions politiques successives qui, depuis des années, ont détruit la capacité de nos hôpitaux à accueillir un grand nombre de malades dans de bonnes conditions. Cette situation inédite qu'ils veulent voir perdurer et/ou continuer, a remis en lumière l'essentiel : un hôpital et un système de santé publique avec de vrais moyens humains, matériels, financiers, un système de Sécurité Sociale tout au long de la vie, des Services Publics qui ne sont pas sacrifiés par des politiques

de restructurations, de suppressions, au bénéfice des appétits de ceux qui prospèrent dans ce système capitaliste.

La persistance de la circulation des virus est rendue plus alarmante par l'insuffisance des moyens de notre système de santé publique, moyens matériels et humains particulièrement dans les services de réanimation mais aussi dans les établissements hospitaliers, médicaux sociaux ou encore dans les déserts médicaux. Ce constat indéniable de difficultés d'accès aux soins trouve ses causes dans des choix budgétaires visant à faire toujours plus d'économies.

Depuis des mois voire des années l'ensemble des personnels de santé n'ont pas compté leurs heures, leur dévouement. La crise sanitaire a montré que l'hôpital public est au bord de l'implosion, faute de moyens humains et budgétaires, la part belle ayant été faite au secteur privé, qui assure les spécialités les plus rentables. Nous assistons à une véritable marchandisation de la santé. La recherche permanente de réduction des coûts a appauvri l'hôpital public avec notamment la tarification à l'activité (T2A).

Outre la suppression d'hôpitaux de proximité, les fermetures de lits des hôpitaux publics se sont multipliées et se poursuivent encore, et s'ajoutent aux fermetures antérieures. En 2019, 3400 lits d'hospitalisation ont été fermés, pas moins de 8 000 sur les deux dernières années. Et face à la crise COVID 19, la France ne dispose que de 6 000 lits de réanimation contre 15 000 en Allemagne, soit la moitié moins. Le Ségur de la Santé annonçait un plan d'investissement massif pour l'hôpital, de la poudre aux yeux que nous avons rejeté. En réalité les coupes dans les dépenses de santé hors COVID se poursuivent dans la loi de financement de sécurité sociale. L'hôpital public continue de pâtir de restrictions budgétaires.

Il faut embaucher (400 000 emplois sont nécessaires dans la santé, le social- aide à la personne, et le médico-social –EHPAD), créer des lits d'hospitalisation, améliorer le maillage territorial du réseau hospitalier, notamment dans les grandes banlieues. Ces dernières font l'objet d'une véritable relégation et manquent grandement de moyens face à une population défavorisée qui peine à accéder aux soins, faute de moyens financiers et en l'absence d'infrastructures hospitalières suffisantes.

Le droit à la santé est un droit essentiel qui doit trouver sa concrétisation par un accès aux soins de toutes et tous, avec un rôle central restitué à l'hôpital public seul capable de répondre à tous les besoins dans l'intérêt général ainsi qu'à l'exigence première de l'égalité devant les soins. Cela passe bien sûr aussi par la gratuité de l'accès aux soins et l'amélioration du système de sécurité sociale.

Pour nos organisations, il est temps de mettre en œuvre un plan d'urgence pour rebâtir un système public de santé à hauteur des besoins. Le « bout du tunnel » tant espéré est également ralenti par une carence d'approvisionnement en vaccins. L'insuffisance de moyens consacrés à la recherche publique et à la production du médicament n'est pas sans lien avec cette situation de pénurie. Nos organisations renouvellent leur demande d'une mise à disposition accélérée de vaccins sûrs et efficaces pour toutes les personnes qui le souhaitent.

La crise sanitaire nous plonge dans un monde où la restriction des libertés est devenue la règle, où le renoncement à « vivre ensemble » la norme. Alors que toutes les énergies devraient se mobiliser pour le bien commun, les laboratoires se mènent une guerre commerciale indécente.

« Pas de profit sur la pandémie », il faut placer l'intérêt commun au-dessus de toutes les autres considérations. C'est nourri de ces valeurs qu'en France nous avons su construire notre sécurité sociale et la maîtrise publique des moyens de production essentiels pour les extirper aux appétits des capitalistes. Cela a permis l'augmentation de l'espérance de vie, une baisse colossale de la mortalité infantile, le développement de la recherche publique, l'accès à l'enseignement... ceux qui pensaient tout cela acquis en sont aujourd'hui pour leur frais : les privatisations d'entreprises publiques, la diminution des moyens pour la fonction publique, les manques de financement de notre système de sécurité sociale... nous rendent mal armés face à une tempête pandémique qui met à l'épreuve nos systèmes de santé, éducatifs et l'ensemble de notre système productif.

Le Coronavirus est en train de faire la richesse des actionnaires de ces groupes et de créer des trésoreries inattendues et exceptionnelles. Ces corona-profits se font au mépris des salariés et des Français et de toute la population mondiale. Les brevets

des vaccins doivent être levé. Le patronat n'a en effet mis aucun moyen pour assurer la sécurité sanitaire et physique des travailleurs et de la population. Nos vies valent moins que le cash généré par la crise sanitaire.

Alors que les Services Publics, et particulièrement celui de la santé, sont mis à l'épreuve, il nous paraît être d'intérêt public de remettre au jour leur belle histoire issue du Conseil National de la Résistance et de son programme intitulé « Les jours heureux ». Le principe initial était de mettre définitivement l'homme à l'abri du besoin, en finir avec la souffrance et les angoisses du lendemain.

Cette crise sanitaire démontre une fois de plus qu'il est urgent de rompre avec ces politiques d'austérité, de prendre le pouvoir sur la finance, d'imposer le progrès social, pour ne plus jamais revivre ça. Sacrifier les droits des travailleurs sur l'autel de l'économie n'est pas tolérable et ne pourra continuer quelle que soit la situation. Des semaines à 60 heures de travail, la perte des congés, des jours de repos, le travail dominical étendu, les abus sur le télétravail ne sont pas légitimes et ne peuvent durer. Dans le même temps l'ouverture sans personnel dans la grande distribution conduit à la suppression d'emploi, au recours massif à la sous-traitance, à la déshumanisation et un abandon des clients et des usagers pour les services publics qui subissent les mêmes gestions.

Ce n'est pas une prime donnée au bon vouloir du patron ou de l'employeur public, une aide ponctuelle aux plus modestes qui suffiront aux travailleurs : ce sont de vraies revalorisations salariales, du Smic et des salaires, en particulier dans les conventions collectives où ils sont les plus bas, tout comme dans la Fonction Publique ! Sans oublier l'augmentation de toutes les pensions pour les retraités. Sacrifier les plus précaires d'entre nous n'est pas admissible dans une société d'égalité et de solidarité !

Nous devons commencer par refuser de payer la crise, les versements des dividendes doivent être stoppés, les dernières lois dérogeant au code du travail doivent être abrogées

Cette crise sanitaire se double d'une crise économique et sociale très grave, malgré la solidité de notre système de sécurité sociale. Pourtant, l'emploi et les salaires sont affectés et pourraient l'être durablement. L'incertitude quant au redémarrage de l'activité de nombreux secteurs, à l'arrêt ou au ralenti depuis des mois, et aux conséquences à plus long terme, gagne. De trop nombreux plans de licenciements, de restructurations injustifiées, de délocalisations d'activités avec leur cortège de suppressions d'emplois sont en cours.

Beaucoup d'entreprises ont pourtant bénéficié d'aides publiques importantes, nos organisations exigent la préservation des emplois, tant dans l'industrie que dans les services.

A l'éducation nationale, dans les services publics, comme dans les différentes administrations, les suppressions de postes se poursuivent. Il est temps de stopper l'hémorragie par des recrutements indispensables à l'exercice de missions de qualité. Le chômage de masse, la précarité et la pauvreté gagnent du terrain en particulier chez les jeunes et les salariés fragilisés par des contrats à durée déterminée. De plus en plus, émerge le sentiment d'une génération sacrifiée.

Nos organisations demandent en urgence un plan de soutien supplémentaire en direction de la jeunesse. Au lieu de cela, la réforme de l'assurance chômage, rejetée par toutes les organisations syndicales et qui n'a d'autre but que de faire de nouvelles économies, est poursuivie. Elle pourrait pénaliser plus 1,7 millions de demandeurs d'emploi, parmi eux les plus précaires et particulièrement les plus jeunes.

Nos organisations renouvellent leur exigence d'abandon de la réforme aux conséquences désastreuses, elles entament des recours juridiques pour faire échec à sa mise en œuvre et se mobilisent, aux côtés des salariés précaires, des intermittents, des saisonniers, intérimaires, etc. Elles militent pour le renforcement de la Sécurité Sociale qui passe également par l'abandon définitif de tout projet régressif en matière de retraites. La sécurité sociale est la seule création de richesse sans capital. La seule qui ne va pas dans la poche des actionnaires mais est directement investie

pour le bien-être de nos citoyens. Faire appel au budget des contribuables pour la financer serait subordonner l'efficacité de la politique sociale à des considérations purement financières. Ce que nous refusons.

Nos organisations s'opposent aux velléités d'intégrer au projet de loi de finances de la Sécurité Sociale, la part de budget de l'État consacrée à l'Agirc-Arrco et à l'Unedic. Nos organisations combattent toutes les entraves à l'activité syndicale et toutes les atteintes aux libertés individuelles et collectives notamment le droit constitutionnel de manifestation. Elles condamnent la prolongation sans fin de l'état d'urgence et appellent au retrait des dispositions contenues dans le projet de loi sécurité globale et les décrets sécurité intérieure qui remettent en cause ces libertés. Le 1^{er} mai est une journée qui unit internationalement les travailleurs et travailleuses avec leurs organisations syndicales. Le progrès des droits sociaux et des garanties collectives est conditionné à ce que tous les peuples puissent vivre en paix et disposent des libertés individuelles et collectives indispensables à leur développement. Nos organisations réaffirment leur soutien aux combats qu'ils mènent avec leurs syndicats pour la justice sociale.

Camarades, Ambroise Croizat le fondateur de notre Sécurité sociale disait « Jamais nous ne tolérerons que ne soit renié un seul des avantages de la sécurité sociale. Nous défendrons à en mourir et avec la dernière énergie, cette loi humaine et de progrès »

Tous ensemble nous pouvons décider de ne pas subir ces choix, ne lâchons pas nos conquies sociaux